

QUELLE STRATEGIE POUR 2022 ?

Nous entrons dans la phase cruciale pour notre choix stratégique relatif aux prochaines élections : présidentielle et législatives.

En 2012 nous proposons le programme partagé du Front de Gauche, avec son titre *l'Humain d'abord*, créé par notre parti et qui exprimait notre ligne politique parfaitement et en deux mots. Nous avons soutenu la candidature de Jean-Luc Mélenchon et la dynamique créée par les européennes de 2009 s'est amplifiée... jusqu'aux législatives où elle a connu un premier coup d'arrêt assez brutal.

Il en est résulté en revanche un avantage médiatique important pour le candidat à l'élection présidentielle par rapport à notre parti, et les contradictions internes au FdG se sont amplifiées au lieu de se résorber comme nous l'espérons.

Le clash des municipales de 2014 sur Paris montrait déjà que les principaux animateurs du Parti de Gauche n'étaient pas sur une logique de rassemblement, mais sur une logique de différenciation/opposition obsessionnelle par rapport au Parti Socialiste : quiconque osait parler d'union de la gauche était systématiquement condamné pour défaut de « rupture avec le PS ». Cette mauvaise pente les a conduits à sortir du Front de gauche, préalable indispensable à la ligne politique du « démagisme » et du « populisme de gauche ».

Sur la période 2014/2016 nous n'avons pas compris cette évolution malsaine chez Jean-Luc Mélenchon et ses amis, ce qui nous a conduit :

- au non-choix de novembre 2016,
- au clash de la négociation catastrophique entre LFI et nous pour les élections législatives de 2017.

L'année 2017 marque par ailleurs l'atteinte d'un premier résultat important pour Jean-Luc Mélenchon et la France Insoumise : effacer de l'inconscient collectif le souvenir des dizaines d'années qu'ils ont passé au Parti Socialiste et faire passer le PCF pour le larbin de ce même Parti Socialiste. Ce résultat est au fond plus important pour eux que le résultat de l'élection en lui-même.

En 1973/81, Mitterrand a refondé la social-démocratie sous la forme PS parce que sa SFIO était discréditée. En 2008/2022, Mélenchon refonde la social-démocratie sous la forme PG-FI parce que sa forme PS est discréditée.

Et la stratégie est la même : une étreinte hostile sur le PCF.

Les années 2016/2017 ont mis une vraie claque à notre parti. Pour autant, alors que la France Insoumise nous a défié partout où elle le pouvait lors des législatives de 2017, nous avons aujourd'hui plus de député-e-s communistes que lors de la législature précédente. Cela nous a poussé à un 38^{ème} Congrès extraordinaire.

Adopté à 87,23%, le texte final de notre 38^{ème} Congrès stipule :

L'élection présidentielle est un moment structurant de la vie politique. Si elle bride les potentialités du mouvement populaire en les conditionnant à une personnalisation du débat politique, surdétermine l'ensemble des échéances électorales, elle est incontestablement l'occasion pour chaque formation de mettre en débat son projet et ses idées à l'échelle du pays. Le Parti doit travailler à créer les conditions d'une candidature communiste à l'élection présidentielle de 2022. Cela va de pair avec notre bataille sur le VI^e République, avec la réaffirmation de l'importance des élections législatives et sénatoriales, d'autant que les réformes institutionnelles d'Emmanuel Macron constituent un coup grave porté à la démocratie, menace le pluralisme et notre présence au Parlement.

Alors les conditions d'une candidature communiste sont-elles réunies ?

L'année 2020 marque un bouleversement profond de nos vies avec le Coronavirus. Cette crise sanitaire, économique et sociale, démultiplie la crise politique.

Macron voudrait se présenter aujourd'hui comme en 2017 le seul rempart possible contre le Rassemblement National, mais cela n'a plus de crédibilité. Le Rassemblement National semble ne plus avoir de programme spécifique tant LR et LREM marchent sur ses plates-bandes. Plus le temps passe, plus l'éventualité d'un duel Macron / Le Pen de second tour semble évitable.

La victoire est possible, il faut créer une dynamique à gauche. Mais comment ?

Les municipales de 2020 ont consacré le retour des victoires de l'union de la gauche : la France Insoumise a accepté des listes communes comprenant le Parti Socialiste. Ce mouvement se poursuit plus ou moins pour les régionales, sur fond de manœuvres parfois indécrites comme dans les Haut-De-France.

Alors bien sûr, poursuivre en ce sens, chercher l'union de la gauche pour le couple scrutin présidentiel / scrutins législatifs est indispensable.

C'est d'ailleurs ce que nous avons fait en 2016 avec « les lundis de gauche ». Par cette méthode nous voulions créer une agora de gauche pour y construire l'unité. Nous avons au final donné une tribune à des gens qui ont ensuite sorti leur candidature en propre, et nous nous sommes retrouvés Gros Jean comme devant...

En présentant sa candidature pour 2022 dès 2020, Mélenchon a réédité sa préemption de l'élection à gauche, ce qui rend une nouvelle fois la construction de l'unité très difficile.

Depuis les européennes de 2019, EELV se sent pousser des ailes et a annoncé qu'il y aura une candidature EELV quoi qu'il advienne. L'arrogance de Bayou est allée jusqu'à interpeller Autain en lui proposant de façon à peine voilée de se ranger derrière lui.

Qui peut croire qu'il n'y aura pas une candidature issue du PS ? Hidalgo, Montebourg, Taubira... les prétendant-e-s se bousculent au portillon.

Mélenchon a décidé que le candidat commun c'est lui. Idem chez Jadot et tout-e-s les autres. Nous proposent-ils d'élaborer ensemble un programme commun ou partagé de gouvernement ? Non, le programme c'est le leur point-barre !

Alors comment créer la dynamique unitaire ? Comment réussir aujourd'hui là où nous avons échoué en 2016/2017 ?

Commençons par accepter qu'il n'y ait pas de recette magique. Quels que soient nos choix, rien ne garantit le succès. Mais qui ne tente rien n'a rien.

Notre échec de 2016/2017 est celui d'un attentisme naïf :

- on n'oblige pas des forces politiques à faire ce qu'elles ne souhaitent pas faire sans rapport de force ;
- l'union de la gauche défensive, c'est-à-dire sans programme progressiste commun ou partagé, n'a pas de sens profond : c'est un électoralisme dont les gens ne veulent pas.

Et ce rapport de force c'est la déclaration d'une candidature communiste. Elle peut être salutaire car elle mettrait de fait toute la gauche au pied du mur, ce qui nous permettrait de proposer la négociation d'un programme commun ou partagé de gouvernement.

Le programme LFI supprime le Sénat (soit 37,62% des parlementaires !) et le Conseil Economique Social et Environnemental, seule institution de la République où siègent des syndicalistes !

Nous proposons de transformer le Sénat en une assemblée où siègeraient au niveau national pour moitié des représentants des collectivités locales et pour moitié des syndicalistes et des associatifs : avec le PCF, syndicalistes et associatifs deviennent législateur.

Nous proposons la Sécurité Emploi Formation (SEF), qui prélève sur le capital et qui répond au cahier des charges de la Sécurité Sociale Professionnelle de la CGT, quand le programme LFI veut placer l'Etat en employeur de dernier ressort... ce qui prélève sur les travailleuses et les travailleurs !

Mélenchon a appelé à refuser le vaccin quand nous avons immédiatement demandé à ce qu'il devienne un bien public pour toute l'humanité.

Mélenchon souhaite fermer toutes les centrales nucléaires avant 2030 tout en conservant l'arme nucléaire (au moment où elle devient illégale selon le droit international).

Nous proposons la sortie conjointe de l'OTAN et de l'arme nucléaire tout en conservant/développant l'énergie nucléaire. Il s'agit pour nous :

- de combattre l'impérialisme, y compris sous sa forme française,
- de décarboner l'économie pour lutter contre le réchauffement climatique.

Et personne n'a oublié les errements de Mélenchon au soir du 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2017, ni son ultérieur tonitruant « La République c'est moi ! »

Nous n'avons pas hésité une seconde à appeler à voter contre l'extrême-droite en 2017 et pour nous la République c'est le peuple.

Avec un programme et une attitude complotiste/populiste si délétères, peut-on se rallier à Mélenchon ? Pour moi c'est non.

D'ailleurs on ne peut pas se rallier à qui que ce soit : il s'agit de construire l'unité en proposant à toute la gauche l'élaboration d'un programme commun/partagé et de voir ENSUITE qui le portera.

Une candidature communiste est pour cela un levier indispensable qui, s'il n'est pas une garantie de succès, est une condition sine-qua-non du succès.

Je propose donc que le PCF déclare une candidature à l'élection présidentielle avec une double mission :

- Porter et promouvoir le programme du PCF
- Porter et promouvoir l'ambition d'un programme commun de gouvernement

#PCFISBACK